

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/2

17 juin 1997

(97-2485)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en lui demandant de la distribuer aux Membres.

I. INTRODUCTION

A la première Réunion ministérielle de l'OMC, à Singapour, les Ministres ont décidé de créer un groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence. Sachant que le mandat du Groupe de travail contenu dans la Déclaration ministérielle est conçu en termes très généraux et qu'il appartient aux Membres de soulever les questions que le Groupe doit examiner, la présente communication a pour but de proposer un plan de travail concret.

II. IMPORTANCE ET RENFORCEMENT DE L'INTERACTION DE LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE ET DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: PERSPECTIVE ECONOMIQUE

1. Depuis le début des années 70, les gouvernements ont beaucoup fait pour promouvoir la concurrence. Si la législation et la politique en matière de concurrence ont été renforcées c'était avant tout pour protéger les petites entreprises et les consommateurs de l'abus de pouvoir économique du secteur privé (restrictions horizontales, abus de position dominante, restrictions verticales). Ces politiques avaient pour but premier de promouvoir l'efficacité, l'égalité des chances, le bien-être des consommateurs et le bon fonctionnement des prix du marché, à l'échelle nationale. A l'inverse, la législation et la politique en matière commerciale étaient axées sur la libéralisation des mesures gouvernementales qui ont des effets de restriction ou de distorsion du commerce international.

2. Du fait de la libéralisation mondiale des échanges et de la mondialisation des activités des sociétés, la politique commerciale et la politique de la concurrence se chevauchent de plus en plus. D'une part, l'internationalisation croissante de l'activité économique fait que les affaires se traitent à l'échelle mondiale; le monde, ou une partie du monde, est le marché sur lequel des sociétés de plus en plus nombreuses se font concurrence. Les problèmes de concurrence dépassent donc les frontières nationales. D'autre part, l'aboutissement du processus de libéralisation des échanges a fait tomber de nombreux obstacles au commerce mis en place par la puissance publique. Cette évolution ne doit pas être mise à mal par des pratiques anticoncurrentielles du secteur privé.

3. La politique commerciale et la politique de la concurrence sont tantôt complémentaires, tantôt en conflit. L'ouverture des marchés et la suppression des obstacles réglementaires à l'importation sont des exemples typiques des complémentarités entre la politique commerciale et la politique en matière de concurrence. Nombreux sont les cas où ces politiques sont en conflit: ainsi, les cartels internationaux

peuvent être autorisés en vertu de la législation d'un pays en matière de concurrence parce que leurs effets anticoncurrentiels ne se font pas sentir dans le pays considéré. Or, ils peuvent avoir pour effet de restreindre le commerce international. Par ailleurs, il peut arriver que des mesures spécifiques prévues dans des accords commerciaux multilatéraux aient, dans certains cas, pour effet de restreindre la concurrence (comme le recours à des subventions pour protéger les producteurs nationaux exposés à la concurrence des importations).

4. Les processus de libéralisation et de mondialisation supposent que l'on supprime les restrictions nuisibles à la concurrence qui bloquent l'accès aux marchés et que l'on évite le recours à des politiques commerciales qui restreignent la concurrence internationale. Or, même si l'interaction de la politique commerciale et de la politique de la concurrence s'est beaucoup renforcée au cours des trois dernières décennies sous l'effet de ces processus, il est difficile de déterminer quelles sont les mesures anticoncurrentielles particulières qui restreignent directement le commerce international et les politiques commerciales qui influent directement sur la concurrence internationale.

III. PROPOSITION: PROGRAMME DE TRAVAIL EN TROIS ETAPES

Afin d'examiner ces questions et de déterminer si des travaux ultérieurs sont nécessaires à l'OMC, nous proposons le plan de travail ci-après:

Phase I: Détermination des pratiques anticoncurrentielles qui ont des incidences sur le commerce international et des politiques commerciales qui ont des incidences sur la concurrence internationale

Le Groupe de travail devrait, en premier lieu, déterminer quelles sont les pratiques du secteur privé qui ont des incidences négatives sur le commerce international (restrictions horizontales et verticales et abus de position dominante). Il devrait en second lieu déterminer quelles sont les mesures des pouvoirs publics qui favorisent les restrictions du secteur privé (mesures de sauvegarde, subventions ou mesures antidumping). Cette démarche préparait le terrain à la phase II du programme de travail proposé.

Phase II: Analyse des dispositions de l'OMC applicables aux pratiques mises en évidence au cours de la phase I

Lorsque les diverses pratiques du secteur privé qui ont des effets négatifs sur le commerce international et les mesures des pouvoirs publics ayant pour effet de favoriser les restrictions du secteur privé auront été mises en évidence, nous proposons de passer à l'analyse de ces situations afin de voir si elles sont visées par les règles existantes de l'OMC qui ont un lien direct ou indirect avec la concurrence. Cette analyse engloberait un examen de la manière dont les grands principes de l'Accord général (traitement national et traitement NPF) ont des incidences sur ces situations. Les dispositions de l'OMC qui ont un lien direct avec la concurrence sont les suivantes: accords du GATT de 1994 (en particulier l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'Accord sur les sauvegardes, l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce), l'Accord sur les ADPIC (en particulier les articles 39 et 40) et l'AGCS (en particulier les articles VIII et IX, ainsi que le paragraphe 5 de l'Annexe sur les télécommunications et certaines dispositions du cadre réglementaire convenu au cours des négociations sur les télécommunications de base). Un certain nombre d'autres Accords de l'OMC, comme l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, l'Accord sur l'inspection avant expédition, l'Accord sur les règles d'origine et l'Accord sur les procédures de licences d'importation, seraient également pris en compte car ils contiennent des dispositions qui ont un lien indirect avec les mesures anticoncurrentielles.

Phase III: Détermination des travaux ultérieurs à l'OMC

A l'issue de l'examen de la phase II, le Groupe de travail devrait être en mesure de suggérer dans quels domaines des travaux ultérieurs sont nécessaires et s'ils doivent être axés sur l'amélioration des dispositions existantes de l'OMC ou sur l'élaboration de nouvelles règles multilatérales. La proposition du Groupe serait renvoyée au Conseil général pour décision avant la fin de 1998.